

## L'impasse post-référendaire

Simon Laflamme  
Département de sociologie  
Université Laurentienne

Le référendum aura bientôt lieu et les Québécois se prononceront sur leur avenir. La question sera quelque peu complexe mais, au fond, l'alternative sera simple. On indiquera si l'on est d'accord ou non pour se séparer advenant qu'une entente entre le Québec et le reste du Canada ne puisse voir le jour. Dès lors qu'on aura répondu oui, on aura montré, quoi qu'il arrive, sa volonté que le Québec soit plus autonome, puisque l'entente avec les autres provinces et territoires ou son impossibilité aura conduit à un surcroît d'autonomie. En tout cas théoriquement, ou plutôt symboliquement.

On peut s'interroger à savoir si une plus grande autonomie est souhaitable, ou même si elle est possible. De même, on peut se demander en quoi il est utile d'entretenir le lien fédératif. Ces questionnements, toutefois, sont peu susceptibles d'inspirer les votants puisque l'essentiel des positions reposera sur des considérations émotives, qui peuvent, donc, être aussi profondes que superficielles. C'est en cela que s'explique l'étrange phénomène qui veut que, d'une part, certains fédéralistes ou nationalistes retiennent tout argument favorable à leur position et écartent toute raison défavorable, et que, d'autre part, l'indécision et le changement d'opinion constituent des réalités fréquentes.

Mais la question qui se pose vraiment, au Québec, est la suivante: en quoi le dénouement du référendum peut-il, premièrement, être heureux et, deuxièmement, mettre fin au débat sur l'indépendance? Les tergiversations, sur ce terrain, invitent au plus grand pessimisme. En effet, les Québécois se trouvent devant une alternative qui ne semble pas avoir de fin. Et on ne peut qu'espérer que les développements post-référendaires la rendent désuète.

Il est certain que, pour le fédéraliste, un non constituera une position heureuse et que, pour le nationaliste québécois, un oui présentera l'amorce d'une ère nouvelle et prometteuse. Mais peut-il vraiment y avoir aussi bien de conclusion satisfaisante que de terme, au débat qui divise les Québécois depuis longtemps?

Au lendemain du référendum, si le non l'emporte, il y aura encore des personnes pour

expliquer tout malheur québécois à partir de la non-séparation; pareillement, si c'est le oui qui sort victorieux, ces malheurs trouveront leur cause, aux yeux des fédéralistes, dans la séparation. Et le Québec persistera dans son inlassable inclination à vouloir et à ne pas vouloir à la fois la souveraineté et l'appartenance à la fédération. Car le Québec continuera d'être un État aux prises avec les problèmes de tous les autres États, problèmes qui dépassent les questionnements sur la souveraineté. En fait, l'ambivalence québécoise ne pourrait prendre fin qu'avec l'absence de problèmes, puisque, dès lors qu'ils surgissent, ces problèmes, ils peuvent quelque part être attribués à la situation politique; et, en cela, on a toujours raison, si partiellement cela soit-il. C'est un peu comme si le Québec ne pouvait, quelque part en lui-même, jamais imaginer son être qu'en tant qu'il n'est pas, comme si l'essentiel de ses malheurs pouvait toujours trouver, en dernière instance, une explication dans ce qui n'est pas advenu de lui, comme s'il pouvait y avoir une cause qui transcende toute difficulté.

Peu importe lequel des deux camps l'emportera, il est probable que le Québec reste divisé parce qu'il continuera à entretenir une ambivalence dont les options comportent des vérités, parce qu'il continuera à faire face aux problèmes des États modernes, parce que sa situation géo-économique restera la même, parce qu'il ne pourra pas faire abstraction de son histoire en lui-même et avec le reste du Canada.

Mais il est un fait: sa perpétuelle ambivalence épuise ses alliés et leur donne moins d'autorité. Or, on sent bien, à l'extérieur du Québec, que l'ambiguïté est une caractéristique inhérente au Québec moderne. De sorte que même une victoire du non, au référendum, ne pourrait pas être prise au sérieux. En fait, cette victoire affaiblirait dangereusement le Québec dans ses négociations — incontournables quoi qu'il advienne. Les lendemains du référendum seront tristes. Mais ils devraient être moins malheureux si le oui sort gagnant. Le Québec aura majoritairement fait entendre ses vœux d'indépendance.

Certes, dans les années futures les fédéralistes tenteront de réunifier le Québec et le Canada — on se leurre quand on s'imagine qu'une victoire du oui constituera un point de non-retour. Mais

quelque forme que prennent les relations entre le Québec et le reste du Canada, dans un avenir éloigné, il est temps que ce destin passe par une victoire nationaliste. Sinon, les Québécois auront toujours, ici ou là, l'impression que l'indépendance aurait pu les préserver et les Canadiens ne pourront donner foi aux intentions québécoises de s'associer à eux. Et peut-être aura-t-il fallu une victoire nationaliste pour porter les Québécois par delà leur ambivalence, que le Québec devienne ou non État souverain.